

Sur les routes, une hécatombe sans fin

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4633 - Jeudi 22 novembre 2018 - Prix : 10 DA

Aéroport d'Alger
Une tentative de transfert
illicite de plus de
60 000 dollars déjouée

Page 24

Treize jeunes de Rais Hamidou disparus au large de la Sardaigne

La harga, une plaie sociale qui suinte

Page 3

Trump
s'en tient
strictement
à son agenda

Par Mohamed Habili

Ceux qui ont entretenu l'espoir que le président américain fasse le pas que même la Turquie en dépit de ses enregistrements pour le moins explicites, en plus de sa grande envie en ce sens, s'est gardée de franchir, c'est-à-dire accuser directement le prince héritier saoudien d'être le commanditaire de l'assassinat de Jamal Khashoggi, n'auront fait en l'occurrence que prendre leur désir pour la réalité. Le fait est qu'ils ne peuvent même pas reprocher à Donald Trump de leur avoir donné un faux espoir. Dans cette affaire sa ligne avait été arrêtée à peu près depuis le début. Il s'y est tenu ensuite envers et contre tout, tout en se permettant de donner quelquefois l'impression que son idée n'était pas encore faite, qu'elle était susceptible d'évoluer en fonction de nouvelles révélations, s'il y en avait. En réalité, les chances que cette ou ces preuves soient trouvées étaient des plus minimes. Aussi sûrs d'eux-mêmes qu'étaient les bourreaux du journaliste, ils ne pouvaient pas aller jusqu'à impliquer explicitement leurs dirigeants politiques pendant l'exécution de leur besogne. Enfin, c'était cela qu'il fallait supposer, aussi longtemps en tout cas que les Turcs ne faisaient pas état d'un enregistrement prouvant le contraire. Il a fallu néanmoins attendre que le président américain annonce de la façon la plus claire qui soit que ce n'était pas à lui qu'il incombait de juger le supposé coupable pour que tout le monde entende enfin raison.

Suite en page 3

Lé phénomène hideux de l'agressivité s'inscrit dans la durée

La violence actuelle, résultat des années noires ?



PH.D. R.

A l'occasion de la célébration des Journées internationales des droits de l'enfant et de lutte contre la violence faite aux femmes, le président de la Forem a considéré que le phénomène de la violence «hideux et dur» qui est en constante augmentation dans nos rues, domiciles, stades et écoles, est lié à de multiples facteurs, particulièrement celui historique.

Lire page 2

Inflation

Forte hausse des prix des produits agricoles

Page 3

Ouverture aujourd'hui du Salon Djurdjura des arts plastiques

Une édition dédiée à Denis Martinez

Page 13

Lé phénomène hideux de l'agressivité s'inscrit dans la durée

La violence actuelle, résultat des années noires ?

■ A l'occasion de la célébration des Journées internationales des droits de l'enfant et de lutte contre la violence faite aux femmes, le président de la Forem a considéré que le phénomène de la violence «hideux et dur» qui est en constante augmentation dans nos rues, domiciles, stades et écoles, est lié à de multiples facteurs, particulièrement celui historique.

Par Thinhinene Khouchi

Lors de son passage à la Radio nationale, Mustapha Khiati, président de la Fondation nationale pour la promotion de la santé et du développement de la recherche (Forem), a affirmé que la violence n'a jamais été prise en charge «de façon rationnelle et étudiée». Il a estimé que la priorité consiste, d'abord, à connaître les raisons à l'origine d'un phénomène dont il considère qu'il est lié à de multiples facteurs. Des lointaines causes historiques de la violence liées à la colonisation, aux années noires qu'a connues le pays et qui n'ont cessé de croître, il explique cette dernière par le vécu quotidien des Algériens lié étroitement à la dégradation de leur milieu.

«Si la violence a pris un visage aussi hideux et aussi dur, c'est en raison d'une superposition de diverses situations qui ont contribué à l'aggraver». Parmi ces dernières, il a cité, pêle-mêle, la violence terroriste, l'exode rural que cette dernière a amplifié, mais également la «dislocation» des familles et les «meurtres au quotidien». Pour le Professeur Khiati, la survenue de tous ces problèmes a pris les responsables de l'époque de court et n'ont pas su y riposter, parce que «la sécurité était prioritaire». Parmi les mesures à mobiliser pour tenter de trouver des solutions, l'inter-



venant a mis en avant l'intérêt du soutien psychologique, la création de points d'écoute et autres infrastructures sociales dans les zones fortement habitées, dont il relève cependant qu'«ils n'existent pas». Parmi les origines de la prolifération de la violence, il pointe également du doigt la

construction de grands ensembles d'habitations «démunis d'infrastructures sociales», l'amenant à s'interroger sur le vécu quotidien de leurs habitants. Citant à titre illustratif le nombre d'enfants auteurs violents, «des maillons faibles de la société», le président de la

Forem fait état de d'environ 16 000 personnes à avoir été présentées devant la justice, entre 1991 et 1999. En outre, s'exprimant sur les droits de l'enfant algérien qui deviendra l'adulte de demain, Mustapha Khiati a déploré le non-respect et la non application des lois consacrées

à sa protection malgré leur existence dans la législation algérienne. Il explique que s'il existe nombre de lois consacrées à la protection de l'enfance en Algérie, elles ne sont, paradoxalement, que très peu ou pas du tout appliquées. Le D' Mustapha Khiati cite là l'exemple de la mendicité, où des individus utilisent des bébés pour provoquer la compassion de passants, «sans que cela n'émeuve personne». Il a imputé cette situation à un défaut d'application permanente du mécanisme de la loi qu'il compare à du «laxisme», à cause duquel l'enfant en situation de maltraitance n'est pas pris en charge. Commentant la création, en 2015, d'une Autorité nationale de protection de l'enfance, «qui normalement devrait être présente dans toutes les wilayas», le D' Khiati constate que celle-ci demande des moyens et qu'elle n'en est qu'«à ses débuts». Il a rappelé que l'enfant est le «maillon faible» de la société et qu'il reste exposé à beaucoup de risques, notamment à la consommation de drogue, «une situation, signale-t-il, que nous avons dénoncée depuis une quinzaine d'années». Il observe, à ce propos, que l'application du 3^e plan quadriennal de lutte contre ce phénomène «se fait toujours attendre».

T. K.

Les chiffres des accidents toujours aussi alarmants Sur les routes, une hécatombe sans fin

Les accidents de la route ne tarissent pas, bien au contraire. Nos routes sont de plus en plus meurtrières, tuant hommes, femmes et enfants. Les taux ont atteint leur paroxysme et le nombre de tués sur nos routes ne cesse d'augmenter malgré les différents plans de lutte contre ce fléau. La situation empire de plus en plus et l'indiscipline des conducteurs reste la principale cause, en plus de l'état des véhicules, la négligence des piétons et l'état des routes. Des chiffres faramineux en hausse ces dernières années, essentiellement en raison du comportement des conducteurs. Un triste constat que la semaine écoulée a largement renforcé en enregistrant un taux de mortalité de 44 personnes et près de 1 200 autres blessées dans plusieurs accidents survenus à travers le territoire national, a indiqué, hier, un communiqué des services de la Protection civile. Le code de la route n'est pour ainsi dire plus du tout respecté par un grand



nombre de piétons et conducteurs, ce qui a donné lieu à des résultats proprement dramatiques. Le nombre de morts ne baissera significativement et durablement que le jour où le gouvernement prendra enfin

conscience que la sécurité routière repose sur trois principes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route bien entretenue. En dépit des campagnes de sensibilisation entreprises en vue

d'arrêter l'hémorragie sur nos routes, ou du moins atténuer le phénomène, on constate toujours une progression alarmante. Le non-respect du code de la route est devenu monnaie courante. Les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent plus à rien. Les panneaux de signalisation sont devenus inutiles. Malgré les appels à la vigilance lancés à travers les différents canaux de communications, la route demeure meurtrière. Malheureusement, les accidents de la route font désormais partie du quotidien des Algériens. Pas un jour ne se passe sans son lot d'accidents avec des bilans lourds enregistrant plusieurs morts et blessés. En seulement une semaine, pas moins quarante-quatre personnes ont trouvé la mort et 1 112 autres ont été blessées dans plusieurs wilayas du pays, dans 994 accidents de la circulation. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Blida où six personnes ont trouvé la mort

et 45 autres ont été blessées dans 46 accidents de la route. Par ailleurs, une personne, âgée de 30 ans, a trouvé la mort et deux autres ont été blessées dans un accident de la route survenu à la mechta Laouafa, dans la commune de Ferdjoua (wilaya de Mila), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'accident s'est produit lorsqu'un véhicule touristique a dérapé puis s'est renversé, a précisé la même source, ajoutant que les trois victimes ont été évacuées par les éléments de la Protection civile à l'hôpital de cette commune, où une des évacuées a succombé à ses blessures. Les deux autres blessés, un souffrant d'une hémorragie cérébrale et l'autre étant dans un état de choc, ont été admis à l'hôpital pour soins, a fait savoir la même source. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territoriale compétents pour déterminer les causes et les circonstances de l'accident.

Meriem Benchaouia

Treize jeunes de Rais Hamidou disparus au large de la Sardaigne

La hargha, une plaie sociale qui suinte

■ Dans leur quête d'un avenir meilleur, rien ni personne ne semble dissuader ces centaines de jeunes, parfois même moins jeunes, de jouer leur vie à la roulette russe pour rejoindre l'autre rive de la Méditerranée. Loin de régresser, le phénomène de la hargha continue de plus belle à défrayer la chronique ces derniers jours.

Par Lynda Naili

Sans doute, le cas des treize jeunes de la Pointe Pescade ou Rais Hamidou, portés disparus au large de la Sardaigne, est celui qui viendra enfoncer encore plus le couteau dans cette plaie sociale en pleine célébration de l'anniversaire de la naissance du Prophète Mohamed (QSSL), Mawlid Ennaboui Echarif. Mercredi dernier, à partir de Annaba, une quinzaine de jeunes originaires de la Pointe Pescade dont un de Saint-Eugène, Bologhine, laissant familles et amis, poussés par un sentiment de mal vie dont ils ne voyaient pas le bout du tunnel, ont tenté de rejoindre les côtes italiennes. Une destination qu'une dizaine d'entre eux n'atteindra pas puisque la mer les aura engloutis et ils seront portés disparus aux larges de la Sardaigne. Et pour cause, pour leur malheur, en raison d'une panne survenue dans le moteur du zodiac qui les transportait, et voyant le phare de la côte italienne à l'horizon, dans leur impatience de jeunesse ils ont plongé dans une mer glaciale et agitée, pensant rejoindre le rivage à la nage. Faisant que seuls les trois jeunes, sans doute plus raisonnables qui ont choisi de rester à bord de leur embarcation, ont survécu et ont été secourus par les gardes-côtes italiens. Un drame qui a suscité la colère des habitants de Rais Hamidou au point de bloquer la route principale de la commune, réclamant des nouvelles sur le sort de ces jeunes «morts ou vivants». Les familles et proches des ces jeunes victimes du désespoir ne perdent pas espoir d'avoir des nouvelles «bonnes ou mauvaises». Sur place, ils demandent aux autorités compétentes d'effectuer les démarches requises pour ce genre de situa-



PHOTO: R.

tion. «Nous demandons à ce que le ministère des Affaires étrangères déclenche les recherches pour retrouver nos enfants morts ou vivants», ont scandé les parents des harraga. «C'est une honte de voir nos frères mourir et disparaître en mer, dans le meilleur des cas être sauvés pas les gardes-côtes des pays voisins», criera plus loin un père de famille. D'autres, qualifiant le phénomène de la hargha de «tragédie nationale», affirment que ce cas est «celui de tous les jeunes Algériens qui risquent leur vie en mer dans l'espoir de trouver un meilleur avenir à l'étranger». «Une situation terrible et désespérante, Rabi maa (Que Dieu soit avec) leurs parents», ajouteront-ils, tout en faisant le vœu «rebi yehfed wlad edzair, (Dieu protège les enfants de l'Algérie)».

Par ailleurs, l'illustration de ce phénomène est encore plus expressive lorsque l'on sait que

durant ces deux dernières semaines au moins soixante six Algériens candidats à la hargha, dont une mère et quatre enfants, ont été interceptés sur les côtes ouest du pays aussi bien par la Gendarmerie nationale que par les gardes-côtes à Cap Falcon, Cap Végalo et Cap blanc, dans la wilaya d'Oran. Il est évident que ces chiffres sont loin de refléter la réalité de ce malaise quand on sait que beaucoup, plus chanceux, parviennent à destination en dépit des dispositifs de lutte contre ce fléau.

C'est dire que la fièvre de l'émigration clandestine, alimentée pour beaucoup par les refus de visa systématiques, est loin de quitter ces Algériens en hypothémie depuis des années, dénichant par une réalité vide, dénuée de toute espérance pour un épanouissement et une affirmation de soi dans une société déjà rongée par mille maux. Une réalité d'autant plus

ternie par les images renvoyées par les médias et autres réseaux qui fait que ces brûleurs de frontières croient en des eldorados à l'étranger. Ce n'est pas qu'ils manquent d'amour pour leurs familles encore moins pour leur pays, cette Algérie pour qui leur chair tremble rien qu'à entendre son nom prononcé, mais cette soif avide de vivre mieux, d'aider financièrement leurs parents qui peinent à joindre les deux bouts, encore moins la misère comme cela fut le cas pour les générations de l'Algérie colonisée ou même quelques années après l'indépendance, qu'ils choisissent de jouer leur vie à la roulette russe. Un choix fait sur le chaudron d'un esprit de jeunesse bourré de rêves, avide de liberté, de découvertes, ... de vie autrement dit tout simplement. Oui, ils savent que ce ne sera facile pour là-bas, mais ils sont convaincus, à tort ou raison, de finir par réussir. L. N.

Inflation

Forte hausse des prix des produits agricoles

Les prix des produits alimentaires ont connu une hausse de 2,4% en octobre par rapport à septembre dernier. Les prix des produits agricoles frais se sont distingués par une augmentation de 4,9% en raison, essentiellement, de la hausse des prix des fruits de 15,7%, des légumes de 12,6%, de la viande de poulet de 5,6% et des œufs de 6%. L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel a été de 4,5% jusqu'à octobre 2018, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Ainsi, les prix se sont caractérisés par des hausses vertigineuses tout au long du mois, en l'absence d'un contrôle rigoureux du marché. Malgré l'abondance de la production de cer-

tains produits, leur prix restait inaccessible pour les ménages.

Cette hausse semble perdurer dans le temps. Sur les étals, le constat est sans appel. Il faut payer le prix fort pour acheter des légumes élémentaires. La cause : un diktat des commerçants sans scrupules reste de mise et persiste tout au long mais qui tend à devenir encore plus irritant. Ces hausses successives de la quasi-totalité des produits alimentaires depuis quelque temps ont mis à rude épreuve les bourses algériennes qui se plaignent de la spéculation qui régite le marché. En dépit des plans mis en place par les pouvoirs publics pour faire face à cette flambée, la hausse vertigineuse, particulièrement des pro-

duits agricoles, est toujours là, et ce, quelle que soit la production. La hausse des prix est imputée à la spéculation et au monopole exercé par certains détaillants en l'absence d'un contrôle et d'un suivi des services concernés. Le consommateur paye le prix fort de cette désorganisation du marché. Confronté à cette hausse régulière, le citoyen doit gérer afin de ne pas trop esquinter sa bourse.

En plus de la hausse des prix des produits agricoles frais, des prix des légumes, de la viande blanche et des œufs, les prix des produits manufacturés ont connu une variation haussière de 0,3%, alors que ceux des services ont enregistré une relative stagnation, précise l'Office.

Par groupe de biens et services, les prix du groupe «habillement-chaussures» ont connu une hausse de 0,6%, tandis que ceux de «l'éducation, culture, loisirs» ont augmenté de 0,4%.

Le groupe «produits divers» a, quant à lui, observé une variation haussière de 0,5%, tandis que le reste des groupes de produits s'est caractérisé, soit par des variations modérées, soit par des stagnations.

Cependant, les prix des produits alimentaires industriels (agroalimentaires) ont enregistré une baisse modérée de 0,1%.

A noter que l'évolution des prix à la consommation en rythme annuel à octobre 2018 est le taux d'inflation moyen annuel

LA QUESTION DU JOUR

Trump s'en tient strictement à son agenda

Suite de la page une

À la limite, quand bien même il serait certain de cette culpabilité, il serait encore tout à fait mal venu de sa part de la proclamer. Aussi puissant qu'il soit en tant que président des Etats-Unis, il n'entre pas dans ses prérogatives de déclarer coupable, ou même d'ailleurs innocent, qui que ce soit, dans quelque affaire que ce soit. On aurait seulement voulu qu'il fasse preuve de la même retenue partout et tout le temps, pas uniquement quand le bord concerné compte au nombre des proches alliés. Mais les politiques au pouvoir étant des gens voués entièrement à ce qu'ils pensent être l'intérêt de leur pays, à moins d'être des traîtres, il est tout à fait normal que lui-même ait fait dans ce cas dans l'autolimitation. Dans les circonstances actuelles, l'ennemi principal pour lui est le même que pour l'Arabie saoudite et Israël : l'Iran. Pour ces trois-là, tout doit être subordonné à l'objectif consistant à rogner les ailes de l'Iran, en attendant de renverser son régime. Ce qui passera soit pas une guerre, soit par une révolution interne à l'Iran. L'administration Trump estime que ce renversement est sa priorité à l'échelle internationale. A l'inverse, pour l'administration précédente, la priorité, c'était d'éviter la guerre avec l'Iran. Si deux présidents américains, l'un venant à la suite de l'autre, ont eu vis-à-vis d'une question des politiques diamétralement opposées, c'est que l'intérêt stratégique des Etats-Unis, pour contraignant qu'il est possible de le concevoir, ne dicte pas la conduite à tenir pour le faire prévaloir. Dans quelques jours se tiendra à Buenos-Aires en Argentine un sommet du G-20, auquel Mohammed Ben Salmane est censé participer. Nul doute que tous les regards s'y porteront, non bien sûr par intérêt pour les questions qui y seront débattues, mais pour l'attitude qu'observeront les autres chefs d'Etat et de gouvernement vis-à-vis du prince héritier saoudien. Se comporteront-ils avec lui comme ils l'auraient fait avec son père, le roi régnant, ou lui réserveront-ils un accueil spécial, par peur d'être mal jugés par leurs opinions respectives ? C'est toute la question.

M. H.

calculé en tenant compte des 12 mois allant de novembre 2017 à octobre 2018 par rapport à la période allant de novembre 2016 à octobre 2017.

Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation, c'est-à-dire l'évolution de l'indice du mois d'octobre 2018 par rapport à celui du mois de septembre 2018, elle a été de 1,2%.

Louiza Ait Ramdane

Lutte biologique pour la protection des végétaux

Réduire les pesticides, ce remède mortel

■ Il est cité, à titre indicatif, la mise au point de deux programmes de lutte contre les mineuses (parasites) des agrumes et de la tomate aux fins de «réduire l'usage des pesticides et d'encourager les agriculteurs à exploiter des moyens propres et amis de l'environnement, tout en préservant la santé humaine».

Filali Ihsane B.

La Station régionale de la protection des végétaux de Chlef aspire au développement de moyens de lutte propres contre les maladies et parasites nuisibles aux récoltes agricoles, parallèlement à l'incitation des agriculteurs à l'usage rationnel des pesticides. «Nous avons réalisé une importante avancée dans ce domaine», s'est félicité le directeur de cet organisme, Boualem Mekhanek, citant, à titre indicatif, la mise au point de deux programmes de lutte contre les mineuses (parasites) des agrumes et de la tomate aux fins, a-t-il expliqué, de «réduire l'usage des pesticides et d'encourager les agriculteurs à exploiter des moyens propres et amis de l'environnement, tout en préservant la santé humaine». Le responsable s'est réjoui du fait que les agriculteurs «soient de plus en plus convaincus de l'intérêt de l'usage de la lutte biologique pour leurs récoltes, comparativement aux pesticides». Il a fait part, dans ce sens, de lâchers d'auxiliaires contre la mineuse de la tomate, réalisés dans nombre de serres de la région. Parallèlement à ces lâchers d'auxiliaires (organismes vivants considérés comme des prédateurs ou concurrents aux parasites nuisibles aux récoltes ou aux végétaux), M. Mekhanek a signalé l'organisation de campagnes d'information sur le bien fondé des méthodes de prévention et de traitement naturelles des végétaux et récoltes, outre la bonne préparation de la terre et la sélection de semences résistantes aux maladies. Chaque année, la station de Chlef effectue un nombre de lâchers, a indiqué de son côté Ali Arrous, agronome chargé du développement du programme de lutte biologique, faisant cas pour cette année de 15 opérations, pour un lâcher global de 4 000 auxiliaires contre la mineuse de la tomate, dans nombre de serres de la région. Le lâcher de ces organismes, multipliés en grand nombre dans des bio-fabriques



de la station de Chlef, est généralement effectué une fois par an, durant les mois d'avril et de mai, a-t-il informé, précisant que le programme en question a été axé, dans une première étape, sur deux types d'auxiliaires pour faire face aux mineuses des agrumes et de la tomate, considérées comme les maladies végétales les plus répandues dans la wilaya. Dans les prochains jours, il s'agira, a ajouté M. Arrous, de développer d'autres types d'auxiliaires pour lutter contre nombre de maladies végétales récemment apparues dans la région, à l'instar des cochenilles des agrumes, la mouche méditerranéenne des fruits et le ver de pomme. A noter l'existence de trois méthodes de lutte biologique. La première représentée par la lutte biologique par l'utilisation des prédateurs qui tuent leur proie pour satisfaire leurs besoins nutritifs, tandis que la deuxième méthode de lutte biologique utilise des parasitoïdes, soit des insectes entomo-

phages qui, pour compléter leur cycle de vie, tuent leur hôte. Quant à la 3^e méthode de lutte biologique, elle met à profit les bactéries qui infectent les insectes par leur tube digestif, sans pour autant constituer un danger ni pour les végétaux, l'homme ou les animaux.

Une lutte biologique comme alternative aux insecticides

«Le traitement biologique des végétaux est une alternative inépuisable, inscrite au titre d'un développement durable, garant de l'équilibre environnemental et de la santé humaine», a estimé, pour sa part, le président de l'association des producteurs de la tomate industrielle, Mohamed Benyamina. Il a souligné l'impératif de l'ancrage de cette pratique (lutte biologique) chez les agriculteurs, qui sont majoritaires à préférer l'usage d'un seul pesticide pour le traitement de nombreuses maladies, au lieu

d'utiliser un prédateur vivant pour chaque maladie. Sachant que les «récoltes traitées biologiquement sont de bien meilleure qualité que celles traitées aux pesticides», a-t-il assuré. M. Benyamina a lancé un appel aux responsables de la Station régionale de la protection des végétaux, au même titre qu'à tous les acteurs du secteur agricole local, en vue de l'organisation d'avant-garde de manifestations susceptibles de «approcher l'agriculteur de cette technique d'avenir, qui a commencé à faire son chemin parmi eux, parallèlement à l'usage rationnel des pesticides». Amar fait partie des agriculteurs de la wilaya ayant expérimenté cette technique biologique, durant cette année 2018. Il a assuré à l'APS que cette opération a induit, chez lui, «une baisse dans l'usage des traitements chimiques», tout en prévoyant une récolte de tomate de «meilleure qualité pour cette année, comparativement à la campagne précédente». Cet

agriculteur, qui a cité sa «non maîtrise de cette technique» comme étant à l'origine de sa non généralisation à toutes les serres en plastique dont il dispose, a émis son désir et sa volonté de veiller à s'informer sur cette méthode de traitement afin d'arriver, à terme, à «la généraliser à toute son exploitation» et à abandonner totalement les pesticides «nuisibles pour la santé humaine», selon son propre aveu. Parallèlement au lancement de la campagne labours-semelles à Chlef, une campagne de sensibilisation sur le traitement préventif des récoltes contre la mouche méditerranéenne des fruits a été lancée par les services de la Station de protection des végétaux, de concert avec les acteurs du secteur agricole local, en direction des agriculteurs appelés également à s'inscrire sur les listes leur ouvrant droit au programme de soutien contre le rat des champs, est-il signalé.

F. I. B./APS

Recrutement des auxiliaires dans diverses spécialités

La Sûreté nationale ouvre un concours

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a annoncé le lancement d'un concours de recrutement d'agents auxiliaires et de contractuels dans diverses spécialités, dans le cadre de l'application du plan de recrutement pour l'année 2018, a annoncé, hier, un communiqué de ce corps de sécurité. Dans le cadre de cette opération de recrutement qui intervient en application du «plan de recrutement pour l'année 2018, les dossiers de candidature des auxiliaires et des contractuels dans les différentes spécialités doivent être déposés au niveau des bureaux

de formation relevant des sûretés de wilaya et de daïra, à travers l'ensemble du territoire national», ajoute le communiqué. La DGSN appelle les citoyens souhaitant

participer au concours à consulter le site officiel www.algeriepolice.dz, la page Facebook [algeriepolice.dz](https://www.facebook.com/algeriepolice.dz) et le compte twitter [@algeriepolicedz](https://twitter.com/algeriepolicedz),

pour s'enquérir des conditions de participation et télécharger le formulaire d'inscription. A travers ce concours, la DGSN aspire «à renforcer le corps en éléments ayant

reçu une formation moderne les habilitant à accomplir pleinement leur mission au service du pays et du citoyen», conclut le document.

Hani Y.

34^e session du Conseil des ministres arabes de la Justice

Louh aujourd'hui au Soudan pour prendre part aux travaux

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, prendra part, aujourd'hui au Soudan, aux travaux de la 34^e session du Conseil des ministres arabes de la Justice, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. La 34^e session du Conseil des ministres

arabes de la Justice sera consacrée au débat de plusieurs questions importantes liées «à la lutte contre le terrorisme, la criminalisation du paiement de rançons aux terroristes, la lutte contre le blanchiment d'argent et les crimes de corruption», ajoute le communi-

qué. «Le renforcement de la coopération arabe, l'unification des législations arabes, à travers la modernisation de la loi type arabe sur la drogue et les psychotropes, la loi arabe sur la lutte contre le vol des pièces archéologiques et la protection du patri-

moine nationale», sera également au menu, précise la même source. Le Conseil examinera également «les résultats de la 3^e réunion de la conférence des Etats parties à la Convention arabe de lutte contre la corruption», a conclu le document.

R. N.

Pétrole

Le Brent sous la barre des 64 dollars

■ Les prix du pétrole se reprenaient hier en cours d'échanges européens, au lendemain d'une forte chute et à la veille d'un jour férié aux Etats-Unis.

Par Amel B.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 63,41 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 88 cents par rapport à la clôture de mardi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 85 cents à 54,28 dollars. Ce redressement «n'a pas grand-chose à voir avec des fondamentaux qui auraient commencé à jouer en faveur de pétrole mais (s'explique) par le fait que les prix deviennent relativement intéressants», a souligné Fiona Cincotta, analyste. Depuis leurs sommets en quatre ans, atteints début octobre, les cours du pétrole ont perdu environ



30%. «La dernière fois qu'ils ont souffert d'un déclin comparable, c'était lors du grand plongeon fin 2014», ont commenté les analystes de Commerzbank. Mardi, les prix ont lâché plus de 6% par rapport à leur cours de lundi et sont tombés à 61,71 dollars pour le Brent et à 52,77 dollars pour le WTI, leurs plus bas depuis respectivement décembre et octobre 2017. «L'effondrement

des prix (...) trouve une nouvelle force avec la chute des marchés boursiers, l'incertitude grandissante entourant les perspectives économiques pour 2019 et 2020», ont expliqué les analystes. Plusieurs analystes ont d'ores et déjà les yeux tournés vers la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de ses partenaires, dont fait partie la Russie, prévue les 6 et 7

décembre, y voyant un possible facteur de reprise. «Une baisse de la production d'au moins un million de barils par jour sera probablement approuvée», ont ainsi jugé les analystes. Mais avant cela, plus tard dans la journée, les investisseurs s'intéresseront aux données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks américains. Pour

la semaine achevée le 16 novembre, les analystes tablent sur une nouvelle hausse des stocks de brut (+3,45 millions de barils), ainsi que des stocks d'essence (+100 000 barils), et sur une baisse des stocks d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole, -2,5 millions de barils), selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. **A. B./APS**

Commerce

L'OCDE appelle les Etats à éviter de s'engager dans une escalade

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (Ocdé) a appelé hier les Etats à éviter de s'engager dans une escalade commerciale et à se préparer à «des temps plus difficiles». L'Ocdé a confirmé le ralentissement de la croissance mondiale, en amputant de 0,2 point pour la deuxième fois en deux mois sa prévision de croissance mondiale pour l'an prochain, la ramenant à 3,5%, alors qu'elle tablait encore sur 3,9% en juin. En revanche, elle a maintenu sans changement sa prévision pour cette année à 3,7%, qu'elle avait légèrement abaissée de 0,1 point en septembre. «Négocier un atterrissage en douceur a toujours été délicat, mais l'exercice est particulièrement difficile aujourd'hui», a prévenu la cheffe économiste de l'Ocdé, la Française Laurence Boone, à l'occasion de la présentation des prévisions actualisées

de l'institution basée à Paris. «Une accumulation de risques pourrait créer les conditions d'un atterrissage plus brutal que prévu», a-t-elle prévenu, identifiant trois dangers majeurs pour l'économie mondiale. Le premier est «la recrudescence des tensions commerciales» qui «pourrait peser sur la croissance des échanges et du Produit intérieur brut (PIB), et générer encore plus d'incertitude pour l'investissement des entreprises». Cette guerre commerciale, principalement entre les Etats-Unis et la Chine, pourrait aussi accélérer l'inflation, sous l'effet des taxes douanières qui renchériraient le prix des produits, ce qui pourrait entraîner une hausse plus rapide que prévu des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Le resserrement brutal de la politique monétaire américaine constitue le second risque majeur, car il «pourrait accélérer les sorties de capitaux

en provenance des économies émergentes et faire reculer encore la demande», a alerté M^{me} Boone. Les tensions commerciales comportent un troisième risque, celui «d'un net ralentissement de l'activité en Chine (qui) frapperait non seulement les économies émergentes mais aussi les économies avancées, si ce choc entraînait un repli des cours des actions et une augmentation des primes de risque dans le monde», a souligné M^{me} Boone. Face au risque d'un atterrissage plus brutal que prévu de la croissance mondiale, l'institution a appelé les gouvernements à «renforcer leur coopération et à se préparer à des temps plus difficiles», notamment pour réagir conjointement avec de la «relance budgétaire». «Nous invitons instamment les responsables politiques à rétablir la confiance dans les institutions internationales et dans le dialogue entre

tous les pays, notamment pour apporter une solution coopérative aux discussions sur les échanges commerciaux», a plaidé M^{me} Boone. La cheffe économiste a notamment estimé qu'«une relance budgétaire coordonnée au niveau mondial serait un moyen efficace de réagir rapidement à un ralentissement plus marqué que prévu». Dans le détail, l'Ocdé a maintenu sans changement ses prévisions pour l'économie américaine, qui poursuivrait ainsi l'un des cycles de croissance les plus longs de son histoire au rythme de 2,9% cette année et de 2,7% l'an prochain. En revanche, elle a encore taillé dans ses prévisions pour la zone euro, dont l'économie ne devrait croître cette année que de 1,9% et de 1,8% en 2019, soit 0,1 point de moins dans les deux cas par rapport aux pronostics de septembre. En Europe, l'institution s'attend d'ailleurs à ce que

l'Allemagne et la France connaissent cette année et la prochaine une croissance identique de 1,6%. L'Ocdé, en effet, a fortement abaissé ses prévisions pour la première économie de la zone euro de 0,3 point cette année et de 0,2 en 2019, après la chute surprise du PIB allemand de -0,2% au troisième trimestre. Si elle a maintenu la prévision pour la France sans changement pour cette année, elle l'a amputée de 0,2 point pour l'an prochain. Pour la Chine, l'institution a légèrement abaissé ses prévisions à 6,6% cette année et à 6,3% en 2019, enlevant 0,1 point dans les deux cas. Pour la Grande-Bretagne, l'Ocdé a maintenu sans changement sa prévision de 1,3% pour cette année, mais elle a relevé de 0,2 point à 1,4% celle de 2019, l'année où devrait se concrétiser le Brexit.

Asma S./Agences

Au lendemain d'une journée mouvementée sur les marchés

Le dollar en baisse

Le dollar baissait face à la majorité des principales devises hier, après avoir grimpé mardi lors d'une journée agitée sur les places boursières, et à la veille d'un jour férié aux Etats-Unis. Vers 10h00 GMT (11h00 à Paris), l'euro valait 1,1384 dollar, contre 1,1370 mardi à 22h00 GMT. Mardi, la nervosité s'est emparée des marchés avec une chute des places boursières européennes à la clôture et une nouvelle séance chahutée à Wall Street, ce qui a favorisé le dollar et le yen japonais, généralement considérés comme des valeurs refuges. Mais, «désormais, tout le monde

devrait réaliser que le cycle de hausse des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine va toucher à sa fin l'an prochain, et ne constituera plus un soutien pour le billet vert», ont souligné les analystes de Commerzbank, alors qu'une perspective de hausse des taux d'intérêt rend le dollar plus rémunérateur et donc plus attractif pour les cambistes. Selon Commerzbank, cela va notamment se traduire par le fait que de mauvaises données économiques vont peser sur le dollar bien plus que les bons chiffres ne vont le soutenir. Hier, les investisseurs, notamment américains,

pourraient néanmoins se tenir éloignés des marchés, à la veille de Thanksgiving, qui sera suivi du Black Friday vendredi. La livre britannique, de son côté, perdait du terrain face à l'euro et face au dollar. La Première ministre britannique, Theresa May, devait se rendre hier à Bruxelles pour rencontrer Jean-Claude Juncker, en amont du sommet spécial qui réunira dimanche les dirigeants des pays de l'UE. La veille, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, a apporté son soutien au projet d'accord négocié entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

Mais parmi les propos tenus, plusieurs analystes, comme Derek Halpenny et Fritz Louw pour MUFG, ont retenu que des «hausse de taux n'étaient pas incompatibles avec un mauvais ou un non-accord sur le Brexit». «Dans le cas d'un Brexit dur, une nouvelle dépréciation de la livre pourrait générer une pression inflationniste significative qui justifierait une hausse de taux», ont-ils expliqué. Enfin, concernant l'euro, les investisseurs gardaient un œil sur l'Italie, en conflit avec la Commission européenne à propos de son budget pour 2019. **R. E.**

ONU

Plus de 7 200 victimes de mines antipersonnel dans le monde en une année

■ Plus de 7 200 victimes de mines antipersonnel ont été constatées en 2017 dans le monde, un nombre «record» en raison des conflits et des guerres, a annoncé l'Organisation des Nations unies (ONU).

Par Zineddine L.

«Le nombre de victimes des mines improvisées a encore atteint un niveau record, représentant 2 716 des 7 239 victimes des mines et des autres restes explosifs de guerre en 2017». Le rapport annuel de l'Observatoire des mines a été publié par la Campagne internationale pour interdire les mines en amont de la 17^e Assemblée des Etats par-

Grande-Bretagne

Trois blessés lors d'un incident à la centrale nucléaire de Heysham

TROIS PERSONNES ont été blessées lors d'un incident qui s'est produit lundi dernier à la centrale nucléaire de Heysham-1, en Grande-Bretagne, a indiqué avant-hier l'autorité de sûreté nucléaire britannique (ONR, Office for Nuclear Regulation). «La population locale n'avait été exposée à aucun risque durant l'incident, qui est désormais maîtrisé», a précisé EDF Energy, filiale britannique d'EDF (Electricité de France). L'ONR a refusé de faire des commentaires à ce stade, selon des médias locaux, se contentant de faire savoir qu'une enquête a été ouverte. La centrale de Heysham est située sur la côte nord-ouest de l'Angleterre, à une centaine de km au nord de Liverpool. **Lyes B.**

Inondations en Arabie saoudite

Au moins 35 morts le mois dernier

AU MOINS 35 personnes ont péri à la suite d'inondations soudaines en Arabie saoudite au cours du mois d'octobre dernier, a annoncé avant-hier l'autorité de protection civile du royaume. «La ville de La Mecque a enregistré le plus grand nombre de victimes. Onze personnes y ont trouvé la mort en raison des intempéries», a indiqué la Protection civile saoudienne dans un communiqué, repris par l'agence de presse saoudienne SPA. «Au total, 4 038 personnes ont été évacuées en raison des inondations», a ajouté le communiqué cité par l'agence. Selon le document, quelque 2 517 personnes ont été sauvées, tandis que 2 536 autres ont été placés dans des refuges. **Adel Y.**

ties au Traité d'Ottawa qui se tiendra du 26 au 30 novembre courant à Genève. Ce rapport fait état d'un bilan dramatique dû surtout «à un nombre élevé de victimes» dans les pays en conflit ou en proie à des violences endémiques. «Si des victimes ont été identifiées dans 49 pays, un grand nombre des victimes de mines improvisées ont été enregistrées en Afghanistan (1 093) et en Syrie (887)», a ajouté l'ONU, citant également le cas de l'Iraq et la Syrie. Les civils sont les plus touchés, représentant un taux de «87% des victimes» en 2017, «dont 47% d'enfants». «2 452 enfants ont été victimes de mines et restes explosifs. Le nombre réel de nouvelles victimes est probablement beaucoup plus élevé, compte tenu des difficultés à recueillir les informations dans les zones de conflit actuelles ou récentes», souligne Handicap International. En outre, le document montre également que «le nombre de nouvelles victimes de mines – industrielles ou de fabrication artisanale – et restes explosifs de guerre reste exceptionnellement



élevé pour la troisième année de suite. En 2016, 9 437 victimes avaient été recensées et 6 967 en 2015». Le rédacteur de la section sur les victimes et l'assistance aux victimes du rapport 2018 de l'Observatoire des mines, Loren Persi, cité sur le site de l'ONU, a déclaré qu'à cause de l'effet inhumain de l'intensification récente des conflits, «les mines antipersonnel et les autres restes de guerre entraînent un nombre de victimes que nous n'avons pas vu depuis de nombreuses années». «Les civils représentent de loin la majorité des victimes, et les survivants ont tou-

jours besoin d'un soutien bien après que les conflits soient terminés et que la dernière mine soit retirée», a-t-il soutenu. Parmi les Etats, «seules les forces gouvernementales du Myanmar ont utilisé d'octobre 2017 à octobre dernier de nouvelles mines». En revanche, des groupes armés ont eu recours à cet armement dans au moins huit pays. A savoir, l'Afghanistan, la Colombie, l'Inde, le Myanmar, le Nigeria, le Pakistan, la Thaïlande, et le Yémen, selon la même source. Par ailleurs, les pays ont continué leurs efforts pour rendre sûres des zones précé-

demment minées, en rapportant environ 128 km de terres déminées et la destruction de 168 000 mines antipersonnel. Néanmoins, parmi les 60 pays et autres territoires connus pour être contaminés par les mines, 34 étaient des Etats parties, qui prévoient le déminage de toutes les zones contaminées dans un délai de 10 ans. Seulement quatre d'entre eux semblent être en mesure de respecter leurs délais de déminage. La Mauritanie a achevé le déminage de son territoire en 2017. **Z. L.**

Kenya

Une Italienne enlevée par des hommes armés

Une bénévole italienne a été enlevée dans un village du sud-est du Kenya par un groupe armé qui a ouvert le feu sur les habitants et blessé cinq personnes, a indiqué hier la police. «Les attaquants ont tiré sans faire de distinction sur les habitants avant d'enlever la ressortissante italienne âgée de 23 ans, lors de cette attaque survenue mardi

après la tombée du jour à Chakama, un village du comté côtier de Kilifi», a déclaré la police dans un communiqué. Trois enfants figurent parmi les blessés, dont un, âgé de 10 ans, a été atteint à l'œil.

«Ni les raisons de cette attaque ni l'identité des agresseurs n'ont été établis», ajoute la police. Les blessés ont été

conduits dans un hôpital et la police «est déployée pour traquer les criminels», poursuit le communiqué. Les enlèvements d'étrangers sont rares au Kenya, mais ils ont un effet dévastateur sur le secteur crucial du tourisme.

Une série de kidnappings sur la côte en 2011 avait été marquée par la mort d'un

Britannique et l'enlèvement de son épouse dans une station touristique sur une île. Quelques semaines plus tard, une Française avait été enlevée chez elle dans l'archipel de Lamu. Peu après, des terroristes du groupe armé «shebab» avait enlevé deux humanitaires espagnols du

Etats-Unis

Quatre personnes tuées dans une fusillade à Chicago

Quatre personnes, dont un policier, ont été tuées dans la fusillade survenue lundi dernier dans un hôpital de Chicago, ont indiqué avant-hier les autorités locales. Cet incident a aussi coûté la vie à un docteur du Mercy Hospital de Chicago ainsi

qu'un résident en pharmacie. Selon les premiers éléments de l'enquête, l'assailant, qui entretenait une relation avec une des victimes, l'a criblée de balles après une altercation dans un parking, avant de s'en prendre au personnel de l'hôpital. Le

tireur est également décédé lundi, quoique la police n'a pas encore réussi à déterminer s'il s'est donné la mort où s'il a été neutralisé par la police, a affirmé le chef de la police de Chicago, Eddie T. Johnson.

Jugurtha N.

En raison de fumée dans le cockpit

Un avion d'Austrian Airlines obligé d'atterrir en Autriche

Un avion d'Austrian Airlines avec 161 passagers à bord a été contraint d'atterrir peu après son décollage en raison de la présence de fumée dans le cockpit, a indiqué avant-hier la compagnie autrichienne. L'Airbus A321 à destination de Francfort (Allemagne) venait de

décoller de Vienne dimanche dernier quand l'équipage a été incommodé par une forte odeur et de la fumée, qui ont nécessité le recours à des masques à oxygène. L'appareil a pu se poser sans encombre sur son aéroport de départ, a précisé la compagnie, assurant que la sécurité du

vol n'avait «à aucun moment été compromise». L'équipage a toutefois fait l'objet d'examen de «routine» à l'hôpital. L'incident a été provoqué par des effluves de produits utilisés pour le nettoyage des réacteurs, a précisé Austrian Airlines dans un communiqué. **Ryad A.**

Turquie

Un arbre vieux de 2 800 ans découvert dans le sud

UN ARBRE vieux de 28 siècles, de 56 mètres de hauteur, a été découvert à Kahramanmaraş, province du sud de la Turquie, a rapporté avant-hier l'agence de presse turque Anadolu. Il s'agit d'un Taxus, conifère de la famille des Taxacées, aussi appelé «if». Découvert dans le quartier de Koklu du district Andirin, l'arbre mesure 56 mètres de hauteur et 5,4 mètres d'envergure. Son âge a été estimé à 2 800 ans par les experts de la Direction de la protection de la nature et des parcs nationaux de Kahramanmaraş. L'arbre a immédiatement été intégré dans un programme de protection pour lequel les universités seront impliquées. **Ines R.**

Sahara occidental

Le peuple marocain ignore la réalité du conflit

■ La secrétaire générale de l'Union nationale des femmes sahraouies (UNFS), vice-présidente du Conseil économique, social et culturel de l'Union africaine (Ecosoc), Fatma El Mehdi, a affirmé à Alger que le peuple marocain ignorait la réalité du conflit sahraoui en raison de la propagande pratiquée par le régime marocain à ce sujet et la teneur des différents discours prononcés par le roi Mohammed VI, notamment à l'occasion de la prétendue marche verte.

Par Farid M.

Participant à la 2^e Conférence internationale des ONG africaines membres du Conseil économique et social onusien (Ecosoc), organisée sous le thème «Impliquer l'Afrique pour faire face à la crise migratoire», M^{me} El Mehdi s'est dite convaincue qu'une «prise de conscience du peuple marocain sur la réalité de ce conflit, pourra opérer un changement dans le développement de la cause sahraouie». Le peuple sahraoui «ne va pas se taire et ne renoncera jamais à sa cause, d'autant que les tentatives menées par le régime marocain pour effacer l'identité des Sahraouis ont échoué», a déclaré Fatma El Mehdi à l'APS, dénonçant, par la même occasion, les pratiques du régime marocain qui tente de couvrir l'instabilité interne que vit le royaume en «essayant de convaincre son peuple de l'existence de menaces sur l'unité territoriale du Maroc». Concernant cette conférence, la même responsable a indiqué que le peuple sahraoui a subi «le déplacement forcé» après avoir été spolié de ses terres, mais il lutte toujours pour retourner à son pays occupé et aspire à ce que la communauté internationale, à sa tête l'ONU, puisse agir pour lui permettre d'exercer son droit à l'autodétermination. La cause sahraouie aujourd'hui «n'est pas uniquement celle des Sahraouis ou des nations solidaires avec elle, à l'image de l'Algérie, et plus de 80 Etats reconnaissant la République sahraouie et son représentant légitime le Front Polisario, mais elle est plutôt

internationale pour être à l'origine de l'instabilité qui menace le monde entier et l'échec de la concrétisation de l'union du Maghreb arabe», a-t-elle soutenu. Dans le même contexte, elle a indiqué que les puissances internationales «sentent désormais le danger et voient leurs intérêts menacés», ce qui les amènent à s'intéresser à la cause sahraouie et à réduire le mandat de la Minurso à 6 mois. La même intervenante a relevé l'existence de «prémices d'un dénouement proche», notamment avec la désignation de Host Kohler qui est animé d'une forte volonté à aller de l'avant, en dépit des tentatives marocaines visant à le dissuader de son agenda, ce qui s'est manifestement concrétisé, à travers les manœuvres du régime marocain à entraver, sans succès, ses concertations avec les pays africains. Horst Kohler, poursuit la même responsable, a réussi, tout de même, à rencontrer la présidente de l'Union africaine (UA) et les présidents d'Ethiopie et de Rwanda, deux pays qui collaborent beaucoup plus avec le Maroc sur le plan commercial et qui ont affiché, a-t-elle ajouté, leur disposition à soutenir les efforts onusiens, ainsi que leur rejet du statu quo prévalant au Sahara occidental. La vice-présidente du Conseil économique et social de l'UA a indiqué que l'envoyé onusien a multiplié ses contacts et ses concertations, ajoutant que son influence en tant qu'ancien président d'Allemagne lui a permis de donner un nouveau souffle à la cause sahraouie, d'inclure les territoires sahraouis occupés dans le programme de ses visites, d'imposer la logique des



Ph. > D. R.

négociations et de déterminer les parties au conflit, d'une manière «expresse». «Même les dernières résolutions du Conseil de sécurité relatives au mandat de la Minurso était un message clair au Maroc, en ce sens qu'il devient nécessaire de trouver une solution au conflit», a-t-elle encore soutenu. Concernant la position africaine envers la cause sahraouie, M^{me} Fatima Mehdi a mis en avant l'existence «d'un consensus chez les pays qui ont vécu les guerres et la colonisation et qui sont passés par les circonstances similaires, tandis qu'une divergence de positions existent chez d'autres pays». Néanmoins, affirme la même responsable, la position de l'UA est «claire», et ce, depuis la reconnaissance par l'OUA de la RASD

en tant que membre fondateur, un fait réitéré à plusieurs occasions, poussant ainsi le Maroc à se retirer de l'Organisation et à «adhérer récemment à l'UA, avec comme objectif, la dispersion des Africains», a-t-elle déploré. Pour ce qui est de l'influence de la lutte de la société civile sur les gouvernements, M^{me} Fatima Mehdi a affirmé qu'elle est tributaire du respect par ces gouvernements de la démocratie, citant, à titre d'exemple, «l'Espagne qui cède encore aux pressions marocaines sur plusieurs dossiers, essentiellement ceux liés à la drogue, la migration et aux enclaves de Ceuta et Mellilla». De ce fait, ajoute M^{me} Fatima Mehdi, «nous n'attendons pas grand-chose de l'Espagne qui a une grande responsabilité

dans le conflit». En revanche, souligne l'intervenante, une solidarité émanant des territoires et de la société civile en Espagne existe envers la cause sahraouie. Pour rappel, l'Algérie abrite, depuis lundi, la 2^e édition de la Conférence internationale des Organisations africaines membres du Conseil économique et social «Ecosoc» des Nations unies, sous le thème «Impliquer l'Afrique pour faire face à la crise migratoire». Cette conférence est organisée par le Parlement africain, en collaboration avec l'Association nationale des échanges entre jeunes (Anej) et le Collectif des étudiants africains en Algérie «Initiative Agenda 2063».

F. M./APS

Tunisie

Rached Ghannouchi présente ses excuses aux ministres sortants du gouvernement

Le président du mouvement Ennahdha, Rached Ghannouchi, s'est excusé mardi auprès des ministres sortants du gouvernement après le remaniement ministériel opéré lundi 5 novembre 2018, sur fond des propos qu'il a tenus samedi dernier lors de la réunion du groupe parlementaire d'Ennahdha. «Dans mon intervention samedi, il a été compris que des soupçons de corruption pèsent sur les ministres ayant quitté le gouvernement», lit-on dans un communiqué d'excuses publié ce mardi sur le site officiel d'Ennahdha et signé par son président Rached Ghannouchi. Le président d'Ennahdha a souligné qu'il lui «importe de clarifier que cela n'était pas son intention», exprimant de ce fait ses plus vifs regrets et présentant ses excuses aux

ministres. Ghannouchi a également fait part de sa considération et de son respect à ces ministres, les qualifiant de «personnalités nationales ayant consenti de grands efforts pour réussir leur mission au service de la Tunisie et leur souhaitant plein succès dans leur parcours politique et professionnel». Le mouvement Ennahdha a indiqué lundi que dans son intervention lors de la réunion du groupe parlementaire du parti, Rached Ghannouchi «n'avait pas l'intention de porter atteinte, directement ou indirectement, aux ministres sortants». «Rached Ghannouchi n'accuse personne de corruption, il évoque plutôt les critères adoptés dans l'évaluation des candidatures en concertation avec le Chef du gouvernement qui a choisi lui-même sa nouvelle

équipe», souligne Ennahdha dans une déclaration. Samedi dernier, le président d'Ennahdha a déclaré que son parti constituée désormais une composante principale du paysage politique tunisien sans qu'il ne cherche à le concrétiser dans la nouvelle composition du gouvernement. Ennahdha «s'est contenté d'améliorer sa présence et d'opposer son veto à la nomination de personnes qui ne sont pas à leur place», avait-il dit. «On a fait le plus difficile, lutter contre ce que nous considérons comme corruption. Plusieurs éléments corrompus ont été écartés, lesquels n'ont pas été remplacés par des membres d'Ennahdha mais par des personnes encore plus compétentes», a indiqué Ghannouchi. En réaction aux propos tenus par le président d'Ennahdha, les

ministres sortants Ghazi Jeribi (Justice), Majdouline Cherni (Jeunesse et Sports) et Mabrouk Kourchid (Domaines de l'Etat), ont annoncé lundi dans des déclarations médiatiques qu'ils avaient l'intention de porter plainte contre Ghannouchi. De son côté, le ministre sortant de la Formation professionnelle et de l'Emploi a écrit dans un post sur sa page facebook qu'il s'imposait le devoir de réserve quand il s'agit des affaires de l'Etat. Mais, a-t-il ironisé, je ne peux garder le silence lorsque le président d'un parti déclare s'être contenté d'un nombre (de portefeuilles ministériels) et avoir opposé un veto contre certains ministres corrompus en les remplaçant par des ministres «intègres», sans les citer.

Sara H./Directinfo

Salon de l'automobile d'Oran

40 participants à Autowest 2019

Animée par Ali Zidane

L'industrie nationale sera à l'honneur lors de la 18^e édition du Salon de l'automobile de l'Ouest (AutoWest-18), prévue du 9 au 15 décembre au Centre des conventions d'Oran «Mohamed-Benahmed» (CCO), a-t-on appris samedi auprès des organisateurs.

Une quarantaine de marques, produites pour la plupart en Algérie, seront présentes à cet événement placé sous le slogan «La production automobile algérienne : diversification et développement», a précisé à l'APS le commissaire du Salon, Abdelkader Rezzoug.

La nouvelle édition mettra ainsi en relief «la variété de la gamme nationale comprenant le véhicule touristique, l'utilitaire et l'industriel», a indiqué M. Rezzoug.

«AutoWest-18» coïncidera avec la 4^e édition du Salon des motos (MotoWest) qui verra l'exposition d'une vingtaine de marques de motos, scooters, accessoires et produits liés à la sécurité de l'utilisateur (tenue, casque et pièces de rechange), a-t-il fait savoir.

Ce rendez-vous économique sera aussi marqué par la participation des sociétés spécialisées dans les services liés à l'automobile, notamment dans les domaines de l'assurance et du



financement bancaire, a-t-il signalé. Près de 50 000 visiteurs ont été enregistrés à la précédente édition de ces deux salons

organisés par la société Somex International Plus, basée à Alger,

en partenariat avec la Direction du CCO.

Equip Auto Algeria :

500 exposants attendus



Equip Auto Algeria, le plus grand salon international de la sous-traitance et de l'après-vente automobile et des services pour la mobilité en Afrique du Nord, donne aux professionnels rendez-vous du 11 au 14 mars 2019, au Palais des expositions des Pins Maritimes, à Alger (Pavillon Concorde - Safex). L'événement en 2018 a réuni 10 320 acheteurs et professionnels et 525 entreprises et marques représentées, présents dans tous les secteurs du marché de la réparation-maintenance, des services et des activités

complémentaires sur 12 000 m² d'exposition. Equip Auto Algeria a conforté son statut de plus grand rendez-vous de référence des professionnels de l'après-vente pour le Maghreb ! Fort de ses 13 éditions, Equip Auto Algeria est devenu LA référence régionale des professionnels de la sous-traitance automobile et de l'industrie de l'aftermarket, en s'imposant, au fil des ans, comme un véritable facilitateur de business et une vitrine pour y découvrir des offres et des nouveautés. Pendant 4 jours, l'industrie de la sous-traitance automo-

bile et de l'aftermarket exposera aux 10 000 visiteurs professionnels attendus, l'ensemble de ses innovations, de ses produits et de son savoir-faire. Equip Auto Algeria rassemble ainsi l'offre la plus large et la plus complète de matériels, équipements, produits et services pour les professionnels de la maintenance et de la réparation de véhicules (ateliers de réparation-carrosserie, importateurs, grossistes, revendeurs, gestionnaires de flottes et prestataires de services à l'automobile, etc.). A 4 mois de l'ouverture du salon, déjà près de 200 exposants ont confirmé leur inscription, dont une cinquantaine de nouveaux participants. Des temps forts inédits du salon. Pour cette 13^e édition d'Equip Auto Algeria, l'organisation du salon mise sur un programme de thématiques et d'animations aussi riche que diversifié pour illustrer les tendances actuelles de l'après-vente automobile.

- Nissan accuse son patron Carlos Ghosn de fraude fiscale - L'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi déstabilisée ?



Suite aux rumeurs annonçant une arrestation imminente de Carlos Ghosn au Japon après un interrogatoire pour des soupçons de fraude fiscale, Nissan confirme officiellement qu'une enquête était menée en interne depuis plusieurs mois quant aux déclarations des salaires de son P-DG et du directeur délégué, Greg Kelly. Selon plusieurs sources au Japon, Ghosn et Kelly auraient été arrêtés.

Tous deux auraient déclaré des revenus inférieurs à la réalité auprès des autorités financières

de Tokyo, et ce, depuis plusieurs années. Nissan aurait en outre découvert «de nombreux autres actes de mauvaise conduite significatifs» concernant Ghosn, notamment «l'usage personnel d'actifs de la société». Nissan propose le départ de Ghosn.

Ghosn aurait, dans un premier temps, accepté de répondre aux questions des autorités. Agé de 64 ans, il est également P-DG de Renault et président du conseil d'administration de Mitsubishi.

Le co-directeur général de Nissan, Hiroto Saikawa, va proposer au conseil d'administration de la firme de remplacer lui-même Carlos Ghosn aux postes de président et directeur délégué. Il compte également proposer le départ de Greg Kelly. Nissan présente ses excuses à ses actionnaires et propriétaires

et dit poursuivre ses investigations.

Outre son poste de P-DG de Nissan, Carlos Ghosn est également P-DG de Renault et président du conseil d'administration de Mitsubishi au sein de l'Alliance. Par le biais d'un bref communiqué, la marque au losange a annoncé que son conseil d'administration se réunirait «au plus vite» et que ses administrateurs étaient attachés à «la défense de l'intérêt du groupe Renault dans l'Alliance».

L'Etat français est le premier actionnaire de Renault avec 15,01% du capital de la firme. Le président Emmanuel Macron a déclaré que le gouvernement serait «extrêmement vigilant» concernant la stabilité de l'entreprise. Comme Nissan, Mitsubishi envisage de démettre Carlos Ghosn de ses fonctions.

La question qui se pose : Carlos Ghosn est-il victime d'un «coup d'Etat» de Nissan ?

Elle sera lancée en 2019

L'intérieur du Skoda Scala se dévoile

Après sa silhouette, la Skoda Scala dévoile désormais son intérieur, à moins d'un mois de sa présentation officielle en décembre prochain. La remplaçante de la Rapid Spaceback affiche donc une planche de bord modernisée, avec une qualité perçue en hausse.

Toujours aussi impatient, Skoda n'en finit plus de teaser sa future Scala, annoncée depuis plus d'un mois déjà avec le concept Vision RS, présenté au dernier Mondial de Paris. Il y a quelques semaines en effet, la marque de Mlada Boleslav avait d'ores et déjà révélé la silhouette encore lourdement camouflée de sa compacte, laissant apparaître des lignes assez proches de l'étude de style, bien que moins futuristes.

Aujourd'hui, c'est donc désormais au tour de l'intérieur de se montrer, sous la forme d'un dessin plutôt réaliste tout de même. On y découvre donc une disposition qui n'a plus rien à voir avec celle de la Rapid Spaceback qu'elle remplace,

avec un nouvel écran tactile de 9,2 pouces, ainsi qu'un combiné numérique de 10,25 pouces qui sera proposé en option. L'ensemble se veut donc plus moderne, avec des traits plus épurés, qui devraient se retrouver sur le reste de la gamme dans les années à venir. Ici, Skoda opère donc un véritable changement, rompant définitivement avec l'image de marque low-cost qui lui collait jusqu'à peu à la peau. Lancement l'année prochaine.

Bien qu'annoncée par un concept hybride, la Skoda Scala ne sera pas proposée avec cette motorisation, tout du moins pas dans l'immédiat, en raison d'un coût de développement trop important. Nous retrouverons donc sous son capot une gamme de moteurs essence et diesel plus classiques, avec un petit 1,0 litre TSI de 90, 115 et 150 chevaux, ainsi qu'un 1,6 litre TDI uniquement disponible en version 115 chevaux. L'intégralité de la gamme sera livrée avec la boîte DSG.

Opel

Huit nouveaux modèles pour 2020

Le constructeur allemand prévoit pas moins de huit nouveautés produites dans les deux prochaines années. Depuis le passage d'Opel sous le giron de PSA, le constructeur allemand poursuit sa refonte.

Après les premières synergies opérées avec les marques Peugeot et Citroën, Opel va passer à la vitesse supérieure au cours des deux prochaines années.

On attend, en effet, pas moins de huit nouveautés dévoilées par la marque à l'éclair au cours des deux prochaines années !

La Corsa pour commencer

La première de ces nouveautés sera la toute nouvelle citadine Corsa, basée sur la plateforme de la future Peugeot 208. L'auto gagnera par ailleurs une version 100% électrique, avant que le Grandland X reçoive sa version hybride rechargeable (comme le Peugeot 3008 Hybrid4).

Reste à savoir quelles seront les six autres nouveautés prévues par Opel. Rappelons que d'ici à 2020, le constructeur veut aussi proposer au moins une version électrifiée de chaque modèle de la gamme.





Guerre au Yémen

L'émissaire de l'ONU à Sanaa, craintes de désastre à Hodeïda

■ L'émissaire de l'ONU est arrivé hier à Sanaa pour relancer les efforts de paix au Yémen où la bataille pour le contrôle de la ville portuaire de Hodeïda, cruciale pour l'aide humanitaire, risque de causer une «famine de masse», selon des experts.

Par Rima C.

L'émissaire, Martin Griffiths, n'a fait aucune déclaration à son arrivée à l'aéroport international de Sanaa, selon un photographe de l'AFP. Il doit avoir des discussions avec les dirigeants de la rébellion qui contrôle la capitale yéménite sur les consultations de paix qu'il compte tenir dans «quelques semaines» en Suède afin de mettre fin à une guerre qui dure depuis plus de trois ans et a plongé le pays dans la pire crise humanitaire au monde. Le programme de la visite et sa durée n'ont pas été communiqués par l'ONU qui n'indique pas si l'émissaire a l'intention ou non de ren-



Ph. > D. R.

contrer des représentants du gouvernement yéménite. Le Yémen est quasiment divisé en deux, les forces progouvernementales contrôlant le sud et une bonne partie du centre tandis que les rebelles tiennent Sanaa ainsi que le nord et une bonne partie de l'ouest. Pour favoriser les efforts de paix, les insurgés Houthis, soutenus par l'Iran, se sont dit ouverts à une cessation de hostilités si la coalition menée par l'Arabie saoudite et qui inter-

vient en soutien au gouvernement du président Abd Rabbo Mansour Hadi cesse ses attaques. Le gouvernement de M. Hadi a d'ores et déjà annoncé sa participation aux consultations de paix dont la date n'a pas encore été fixée.

En attendant, Hodeïda sur la mer Rouge, essentielle pour l'acheminement de l'aide humanitaire, a connu une deuxième nuit de combats entre rebelles Houthis, qui contrôlent la ville et son port, et les forces progouvernementales qui tentent de les en déloger. Après une journée calme mardi, de violents combats ont eu lieu dans la nuit dans les quartiers sud et est de la ville, selon un correspondant de l'AFP et des habitants. Dans la nuit précédente, de lundi à mardi, les

combats, les plus violents depuis la désescalade du 14 novembre, s'étaient concentrés dans l'est de Hodeïda. Hodeïda, par où passe 75% de l'aide humanitaire, constitue un enjeu clé de ce conflit qui a déjà fait quelque 10 000 morts et plongé 14 millions de personnes dans une situation de pré-famine, selon l'ONU. Le Conseil de sécurité de l'ONU doit se prononcer à une date indéterminée sur une résolution, dont un projet a été présentée par la Grande-Bretagne, appelant à une trêve dans la ville et le passage, sans obstacles, de l'aide humanitaire. Le centre de réflexion International Crisis Group (ICG), dont le siège est à Bruxelles, a estimé dans une étude publiée hier que la communauté internationale se trouve devant un «rude» dilemme à Hodeïda. «Le choix est difficile mais simple : empêcher une bataille destructrice pour Hodeïda ou assumer une partie de la responsabilité, par inaction, dans une famine de masse au Yémen», écrivent les auteurs de ce rapport. La communauté internationale devrait, selon ICG, «non seulement choisir la première (option) mais aussi agir rapidement pour mettre fin au siège de Hodeïda». Le centre de réflexion souligne à la fois la détermination des rebelles à garder le contrôle de la ville où ils ont acheminé des troupes aguerries appelées «Kataeb al-Mawt» (les Bataillons de la mort) et les faiblesses des forces progouvernementales. Ces forces, soutenues par les Emirats arabes unis, sont composées essentiellement de «combattants salafistes motivés par la religion», écrit le groupe de réflexion qui met en doute

leur capacité de coexister dans une ville débarrassée des rebelles. «Pour les Houthis, perdre le port serait un sérieux revers, mais ils pourraient survivre, du moins pour le moment», estime l'International Crisis Group. Mais «pour une population déjà au bord de la famine, cela signifierait quelque chose de bien pire, car de nouvelles perturbations dans l'approvisionnement en produits de base pourraient se révéler catastrophiques», ajoute-t-il. Dans une étude publiée hier, l'ONG Save The Children a estimé à 85 000 le nombre d'enfants morts de faim ou de maladie depuis l'intensification de la guerre au Yémen en 2015. «Nous sommes horrifiés par le fait qu'environ 85 000 enfants soient morts de faim. Pour chaque enfant tué par des bombes et des balles, des dizaines meurent de faim et on peut l'éviter», a déploré dans un communiqué de Save The Children, Tamer Kirolos, son directeur pour le Yémen. Les combats de ces dernières semaines ont fait de nombreux déplacés parmi les habitants de Hodeïda. L'un d'eux, Mohammed Rached, dont la maison a été visée par des bombardements, campe depuis une semaine avec les membres de sa famille dans la zone de Aser, à l'ouest de Sanaa, sous une tente exposée au vent et au froid. «Mes enfants souffrent du froid et aucune ONG n'est venue à notre secours», déplore-t-il. Sa femme, Salama, ne souhaite qu'une chose : «La fin de la guerre, rentrer dans ma maison et voir mes enfants réintégrer leur école».

R. C.



Points chauds

Prudence

Par Fouzia Mahmoudi

Jean-Luc Mélenchon se sera ainsi exprimé trop vite lorsqu'il déclarait que le parti présidentiel. La République En Marche, faisait l'objet de favoritisme de la part de la justice et que cette dernière visait les partis d'opposition pour les affaiblir et assoier le pouvoir du président Emmanuel Macron. Car même s'il est encore trop tôt pour se prononcer clairement sur la situation actuelle, le reste que le parquet de Paris a ouvert cette semaine une enquête préliminaire sur l'origine non identifiée de 144 000 euros de dons reçus en 2017 par La République en marche (LREM), révélait des sources judiciaires dans les médias. Cette enquête fait suite à un signalement du 12 novembre de la Commission nationale des comptes de campagne (CNCCFP) qui «a dénoncé au parquet de Paris des faits susceptibles de constituer une infraction à la législation sur la transparence de la vie publique», selon ces sources, confirmant une information de la chaîne de radio Europe 1. La CNCCFP a fait ce signalement «suite au contrôle des justificatifs de recettes transmis par l'association du financement du parti LREM et à l'impossibilité d'identifier l'origine de certains dons perçus au cours de l'année 2017 pour un montant total de 144 000 euros effectués par chèques, virements ou bien encore paiements électroniques». L'identification des donateurs est nécessaire pour vérifier qu'une même personne n'a pas dépassé le plafond autorisé pour les versements à des partis politiques. Ce plafond est fixé à 7 500 euros par personne et par an. L'enquête a été confiée à la police anticorruption de l'Office central de lutte contre les infractions financières et fiscales (OCLICFP). Toutefois, suite à ces révélations, le chef de file de la France insoumise (LFI), Jean-Luc Mélenchon, qui avait contesté avec virulence les perquisitions menées chez lui et au siège de son mouvement mi-octobre dans le cadre de deux enquêtes du parquet de Paris, a aussitôt réagi sur Twitter. «Il y aura aussi des perquisitions à domicile ? Le fichier des adhérents et donateurs sera confisqué aussi ? Ou bien ce sera ouvertement deux poids deux mesures ?», a-t-il écrit. Reste à savoir si sur ces deux points le dirigeant du parti de gauche radical se trompera également ou si la justice se montrera plus prudente et réservée avec le parti du président de la République française.

F. M.

Brexit

Theresa May à Bruxelles pour le sprint final

La dirigeante britannique Theresa May s'est brièvement extraite hier du pesant contexte politique britannique pour discuter à Bruxelles des derniers points en suspens du divorce avec l'UE, à moins de cinq mois de la date fatidique du Brexit. Cible d'une fronde persistante dans sa majorité pour sa gestion du dossier, M^{me} May sera reçue à 17h30 (16h30 GMT) par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, en amont du sommet spécial qui réunira dimanche les dirigeants des pays de l'UE. Avant de gagner Bruxelles, la dirigeante conservatrice affrontera une nouvelle fois les questions de son parlement, qui devra ratifier tout accord avec l'UE. «Malgré ce que disent les gens, je pense que le traité de retrait franchira cet obstacle», a jugé hier la ministre britannique du Travail, Amber Rudd. Lors de leur «thé d'après-midi», comme l'a qualifié en souriant un porte-parole de la Commission, M.

Juncker et M^{me} May discuteront du «cadre de la relation future» entre Londres et l'UE. Celle-ci doit encore faire l'objet d'un accord pour achever les négociations d'une complexité inédite entamées en juin 2017. L'accord déjà conclu la semaine dernière par les équipes de négociation portait, lui, sur le projet de «traité de retrait» du Royaume-Uni, un texte de près de 600 pages, qui détricote les liens noués pendant plus de 40 ans d'adhésion du Royaume-Uni. Ce texte règle notamment la question de la facture que devra régler Londres à l'UE, sans la chiffrer, et prévoit une solution controversée pour éviter en dernier recours le retour d'une frontière physique entre l'Irlande et l'Irlande du Nord.

Mais ce traité, sous le feu des critiques au Royaume-Uni où M^{me} May est accusée d'avoir fait trop de concessions à l'UE, devra aussi être accompagné d'une «déclaration politique» traçant les contours de la relation future

avec l'Union, notamment sur le plan commercial. Ce document, d'«une vingtaine de pages» selon une source européenne, sera sans valeur juridique mais à forte portée politique pour cadrer des négociations commerciales qui ne pourront commencer formellement qu'après le Brexit, prévu le 30 mars 2019. Les deux parties disposeront pour négocier d'une période de transition, prévue jusqu'à fin 2020 et qu'elles pourront la prolonger si besoin pour une durée en cours de discussion. Mais Londres comme les 27 doivent déjà se donner un minimum de visibilité sur cette «relation future». L'UE est d'accord pour «aboutir à une absence de droits de douanes et de quotas pour tous les biens avec le Royaume-Uni». Mais pas question d'offrir la perspective d'une relation commerciale «sans frictions» si Londres continue de vouloir s'affranchir des règles de l'union douanière et du marché unique, insistent plusieurs pays européens.



Ouverture aujourd'hui du Salon Djurdjura des arts plastiques

Une édition dédiée à Denis Martinez

■ La maison de la culture Mouloud-Mammeri sera à partir de cet après-midi un espace où le patrimoine et la créativité se réunissent pour proposer les plus belles œuvres artistiques. C'est dans le cadre de la neuvième édition du Salon Djurdjura des arts plastiques qui se poursuit jusqu'au 26 du mois de novembre courant que les participants partageront leurs œuvres avec le public. Organisée sous le thème «Sur le chemin de tajmaât», cette édition sera dédiée à l'artiste peintre Denis Martinez

Par Abia Selles

La neuvième édition du Salon Djurdjura des arts plastiques s'ouvre aujourd'hui et se poursuivra jusqu'au 26 du mois de novembre courant à la Maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou et au Petit Théâtre de la ville, a-t-on annoncé à la direction locale de la culture.

Placée cette année sous le thème «Sur le chemin de tajmaât» et dédiée à l'artiste peintre Denis Martinez, la cérémonie d'ouverture de cette édition sera marquée par la projection suivie d'un débat autour du film-documentaire de Claude Hirsch «Denis Martinez, un homme en liberté».

Outre des expositions, ventes-dédicaces, ateliers et plusieurs autres activités, le salon sera ponctué par une table ronde qui sera animée dimanche, 25 novembre, par les artistes plasticiens Ouchene

Smail, Karim Sergoua et Abdelhalim Kaibeche. Elle sera suivie d'une conférence-débat ayant pour thème «Le rêveur d'impossible : Denis Martinez dans l'aventure du Raconte-Arts», qui sera donnée par Hacène Metref et Youcef Merahi.

Des activités destinées à la frange juvénile sont également au programme de cette manifestation, à l'exemple des ateliers de calligraphie, de peinture, de dessin et de lecture qui seront tous dédiés au thème de Tajmaât et animés par plusieurs artistes.

Né en 1941 à mers-El Hadjadj, Denis Martinez est l'un des plus importants artistes algériens contemporains. Après une carrière d'enseignants à l'École des beaux-arts d'Alger de 1963 à 1993, il s'exile en France où il initie plusieurs manifestations culturelles portant sur la culture algérienne. «Culture algérienne, cultures vivantes» en 1995, «Expressions algériennes contemporaines» en 2000 et



«Jonctions Djazair» en 2003.

En 2004, il est l'initiateur, avec Hassan Metref et Salah Silem du festival nomade Raconte-Arts qui sillonne depuis, chaque été, un des villages de la wilaya de Tizi-

Ouzou. Il se lança, également à la même période, dans une aventure qui l'a amenée à intervenir régulièrement avec des créations éphémères, en compagnie d'autres artistes, à travers

des Tajmaâts de plusieurs villages de la Kabylie.

A. S./APS

Afin de découvrir des talents en écriture créative

«Aqlam Biladi» s'organise au niveau national

Le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, a insisté, mardi à Ain Témouchent, sur l'organisation de concours d'écriture créative pour détecter des talents. Visitant une exposition culturelle et créative à la maison de la culture du chef-lieu de wilaya, le ministre a fait savoir qu'un concours, «Aqlam Biladi» (Plumes de mon pays), est organisé au niveau national pour découvrir des talents en écriture à parrainer et à accompagner.

«Il faut organiser des concours similaires au niveau de la bibliothèque principale de lecture, en collaboration avec la direction de l'éducation», a-t-il souligné à ce propos, en marge

des festivités célébrant le Mawlid Ennabaoui à la maison de la culture.

«Nous comptons, à travers ces concours, découvrir des talents en écriture du récit, en poésie, en contes pour enfants, en écriture dramatique», a-t-il souligné, avant d'ajouter que «le rôle des bibliothèques principales ne doit pas se limiter à la lecture, mais doit encourager aussi l'écriture créative».

«Avec ce genre d'initiatives et concours au niveau des bibliothèques principales, nous saurons mettre l'enfant algérien sur les rails du savoir, de la production intellectuelle et de la créativité», a-t-il soutenu, tout en met-

tant l'accent sur l'évaluation des œuvres lors de concours d'auteurs et de romanciers.

Au stand de l'atelier de formation en marionnettes, dont la wilaya d'Ain Témouchent accueille son festival national, le ministre a instruit les responsables du commissariat de ce festival d'intensifier la formation en recourant, s'il le faut, aux experts étrangers dans ce domaine, assurant que le ministère est prêt à les accompagner.

A la section archéologique de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés, Azzeddine Mihoubi a insisté sur l'intensification des recherches archéologiques au

niveau du site de Siga et du sanctuaire royal de Syphax (wilaya d'Ain Témouchent) avec l'implication de spécialistes dans le domaine issu du pays et de l'étranger, ainsi que sur l'importance de ce site archéologique qui «nécessite de l'intérêt en recherche et fouilles».

Le ministre a visité, dans cette circonscription, différents stands regroupant plus de 200 objets remontant à la préhistoire.

En outre, Azzeddine Mihoubi a assisté à une cérémonie de célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif où il a insisté sur la valeur de cette fête.

L. B.

D'une durée de cinq jours à Oran

Appel à participation à un atelier de scénario

Un appel à participation à un atelier de scénario se déroulant à Oran a été dévoilé. Il se déroulera du 26 au 30 novembre courant. C'est dans le cadre des premières rencontres internationales du cinéma d'Oran que cet atelier voit le jour. Les associations Graine de paix d'Oran et «Le petit Lecteur» en sont les initiatrices. Atelier

pratique d'une durée de cinq jours, l'événement entend explorer «l'écriture dans le cinéma» et les bases de cette dernière. Pour participer, il suffit d'envoyer une ébauche d'histoire (écrit/enregistrements audio/vidéo/une série de photos/des dessins etc...), sous forme de brouillon à activites.ric@gmail.com. Il est également demandé d'être disponible

tout au long de la durée de l'atelier (du 26 au 30 novembre, de 10h à 17h chaque jour).

L'atelier est ouvert à tous les personnes intéressées, dans la limite des places disponibles.

L. B.

Palais de la culture Moufdi-Zakaria

Haroun Rachid en concert ce soir à Alger

La ville d'Alger ouvrira ses portes à un concert du chanteur et musicien de musique andalouse Haroun Rachid le 22 novembre 2018.

Le répertoire classique algérien sera à l'honneur jeudi 22

novembre 2018, lors d'une soirée dédiée à la musique andalouse et à Haroun Rachid, représentant du genre.

Auteur, interprète et musicien de croûti, l'artiste a su, aux côtés d'autres, maintenir ce patri-

moine culturel qu'est la musique andalouse.

Le concert organisé sous le patronage du ministère de la Culture, offrira à l'assistance certaines des pièces les plus homériques de Haroun Rachid,

reprises de classiques andalous ou écrites par lui-même. Rappelons que l'événement aura lieu au Palais de la culture Moufdi-Zakaria le jeudi 22 novembre 2018 à partir de 19h.

R. C.

AGEND'ART

Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth)

Jusqu'au 24 novembre :

Exposition collective d'arts plastiques, avec les artistes Moussa Bourdine, Djanet Dahel, Moncef Guita, Mohamed Laraba, Yasmine Saadoun, Karim Sergoua, Abdelhadi Talbi et Soupçon d'Art.

Galerie d'art Dar EL-Kenz

Jusqu'au 1^{er} décembre :

Exposition «Safar» de l'artiste Samia Skenazene.

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth (El Madania, Alger)

Jeudi 22 novembre à 19h :

A l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif, l'Oref organise un concert de musique andalouse avec Brahim Hadj Kacem et Lila Borsali qui présenteront, en duo le nouveau spectacle «Mouloudiyat». Tarif : 800 DA. Tickets disponibles au guichet de la salle Ibn-Zeydoun, tous les jours de 13h à 19h30.

Basilique Notre-Dame d'Afrique (Bologhine, Alger)

Jeudi 22 novembre à 19h30 :

Concert du groupe Port Bó, organisé en collaboration avec l'ambassade d'Espagne et l'Institut Cervantès d'Alger.

Salle Ibn-Khaldoun (Alger- Centre)

Samedi 24 novembre à 16h :

Concert du groupe Freeklane. Institut français de Constantine

Samedi 24 novembre à 14h :

Les éditions Média-Plus, en partenariat avec l'Institut français de Constantine, organise le café littéraire et culturel Média-Plus. Invité : Ameziane Ferhani, auteur du livre «Les couffins de l'équinoxe» (éditions Chihab, Alger 2018).

CAN-2018 dames (2^e journée)

L'EN perd face au Cameroun

LA SÉLECTION algérienne de football (dames) s'est lourdement inclinée face à son homologue camerounaise 3 à 0 (mi-temps : 1-0), mardi soir à Accra, en match comptant pour la 2^e journée du groupe A de la Coupe d'Afrique des nations 2018 (CAN-2018). Les buts de la rencontre ont été inscrits par Gabrielle Onguene (13'), Gaele Enganamouit (54') et Ajara Nchout (60') pour le Cameroun. Dans l'autre match du groupe A disputé plus tôt, le Mali s'est

relancé dans la course à la qualification en surprenant le Ghana, pays organisateur, 2 à 1. Les Algériennes (0 pt) auront désormais besoin d'un miracle pour espérer se qualifier en demi-finales : non seulement elles doivent battre vendredi lors de la 3^e et dernière journée le Mali (3 pts) par 2 buts à 0, mais aussi attendre en même temps une défaite des Ghanéennes (3 pts) face aux Lionnes indomptables du Cameroun (6 pts).

CS Constantine

Deux joueurs congolais ciblés

LE CS CONSTANTINE est en phase de conclure un accord pour recruter deux joueurs congolais de l'AS Vita Club, finaliste de la Coupe de Confédération de la CAF, a-t-on appris mardi de la direction du club de Ligue 1 Mobilis. Le manager général du CS Constantine, Tarek Arama, s'est rendu ce mardi à Casablanca (Maroc) pour conclure un accord avec les managers de deux joueurs convoités, a précisé la même source, détaillant qu'il s'agit de l'attaquant congolais Jean-Marc Makusu Mundele (26 ans) et son concitoyen le milieu de terrain Fabrice Luamba Ngoma (24 ans), tous deux sociétaires de l'AS Vita Club (Congo) et présents au Maroc pour préparer la finale de la Coupe de la Confédération de la CAF. Le manager général du club du CS Constantine fina-

lisera l'accord de recrutement de ces deux joueurs, en fin de contrat avec leur équipe, a précisé la source, notant que les dirigeants du club ambitionnent de redonner du «sang neuf» à l'équipe en prévision de la Ligue des champions d'Afrique et pour sauver la saison. La direction du CS Constantine compte s'offrir également les services d'un troisième joueur étranger au mercato hivernal, a fait savoir la même source, soulignant que «le choix de la troisième recrue n'a pas encore été arrêté». Le staff administratif et technique du club phare de l'antique Cirta procédera la semaine prochaine à la libération de quatre joueurs qui «n'étaient pas à la hauteur des espérances du club» dont l'attaquant Kagoumbega Rahim Islam, libéré en octobre dernier.

MC Oran

Ziri et Kodjo renvoyés

LE MC ORAN a commencé sa purge au sein de son effectif en résiliant les contrats de deux recrues estivales, en attendant une troisième dans les prochains jours, a-t-on appris mercredi du club de Ligue 1 Mobilis. Il s'agit de Ziri Hamar, engagé à titre de prêt de l'USM Alger, et du Malien Kodjo Doussi, recruté lui aussi à titre de prêt du Real Bamako, alors que Brahim Boudebouda, arrivé également cet été du MC Alger, devrait leur emboîter le pas, selon la même source. En revanche, le défenseur Sofiane Bouchar (ex-CR Belouizdad), qui a demandé à être libéré pour éventuellement rejoindre un club saoudien, a buté sur le refus du président Ahmed Belhadj qui ne veut pas

entendre parler de son départ, a-t-on précisé. Le MCO avait engagé une douzaine de nouveaux joueurs lors du mercato estival, mais sans pour autant que l'équipe accomplisse le parcours escompté avant une journée de la fin de la phase aller. Cette situation avait même conduit l'entraîneur marocain, Badou Zakî, lui aussi arrivé en juillet passé, à quitter le navire après seulement quatre journées de championnat au cours desquels il n'a obtenu que deux points. Le président oranais avait indiqué récemment que quatre joueurs souhaitaient changer d'air à l'occasion du mercato hivernal qui va s'ouvrir dans les prochains jours, sans pour autant dévoiler leurs noms.

CA Bordj Bou Arréridj

Sept joueurs poussés vers la sortie

L'entraîneur du CA Bordj Bou Arréridj (ligue professionnelle 1 de football), Bilal Dziri, a remis à la direction du club une liste de sept joueurs à libérer à «la fin de la phase aller» du championnat, a-t-on appris mardi du président du club, Anis Benhammedi. Il s'agit du défenseur Ali Guitoun, des deux milieux de terrain Hamza Ziad et Bessam Chaouti et des attaquants Ramzi Amraoui, Yacine Athmani, Walid Nemdil et du Malien Ismaila Diarra, a précisé à l'APS Benhammedi, qui n'a pas

écarté la possibilité d'ajouter d'autres noms à la liste, surtout que «plusieurs éléments n'ont pas eu une participation régulière depuis le début de la saison, tandis que d'autres n'ont pas apporté le plus attendu d'eux». «Les joueurs à libérer sont convoqués à compter de ce jour pour trouver un accord à l'amiable de résiliation de leurs contrats», a ajouté la même source, indiquant que l'entraîneur qui a eu «carte blanche» a fixé ses besoins pour la phase retour, à savoir «un milieu défen-

Abid Charef suspendu par la CAF après la demi-finale aller de la LDC

■ L'arbitre algérien Mehdi Abid Charef a été suspendu provisoirement par la Confédération africaine de football pour «mauvaise performance» lors des matchs de la Ligue des champions.



Abid Charef dans de beaux draps

Par Mahfoud M.

On reproche au referee son mauvais arbitrage lors de la finale aller de la Ligue des champions d'Afrique entre le Ahly d'Egypte et l'Espérance de Tunis, où cette dernière avait été battue sur le score de (3/1) après que Abid Charef avait accordé «gracieusement» deux penaltys au Ahly qui n'en demandait pas plus et en pénalisant aussi les Tunisiens, après avoir averti deux joueurs-clés de l'EST qui n'ont pas pu jouer la manche retour à Tunis. Toutefois, malgré cela, les gars de l'Espérance ont pu remonter le score du match aller et arraché le trophée. La sanction a été prise par le prési-

dent du Comité de discipline de la CAF, lors d'une réunion tenue le 6 novembre dernier. Il faut savoir que le directeur de jeu algérien avait pourtant été appuyé par l'assistance vidéo (le VAR) mais cela ne l'a pas empêché de «foirer» et de rater son match, sachant qu'il était très important et déterminant pour les deux formations.

C'est là un coup très dur pour l'arbitrage algérien, d'autant plus qu'il est considéré comme le meilleur referee national et parmi les meilleurs sur le Continent noir. Par ailleurs, Abid Charef n'est pas le seul à être sanctionné, étant donné que l'arbitre zambien Sikazwe, considéré lui aussi comme l'un des meilleurs sur le continent, et qui avait diri-

gé la demi-finale retour de la Ligue des champions entre l'ES Tunis et les Angolais de Primeiro De Agosto (4-2) disputée en octobre dernier au stade de Rades, a été sanctionné. Il avait refusé un but, synonyme de qualification, aux Angolais. Le club angolais avait porté plainte contre l'arbitre zambien. D'après la note de la CAF, l'officiel zambien est soupçonné d'avoir enfreint les articles 82, 136 et 152 du Code disciplinaire de l'instance. Il est notamment accusé de corruption. Les deux arbitres sont suspendus provisoirement de toute activité liée au football jusqu'à leur audition par le Comité de discipline de la CAF.

M. M.

Ligue I Mobilis (15^e journée)

Les «Canaris» à l'épreuve des «Criquets»

Le dauphin de la Ligue I Mobilis, la JS Kabylie, sera à l'épreuve du CA Bordj Bou Arréridj ce vendredi pour le compte de la dernière journée de la Ligue I Mobilis.

Les «Canaris» qui avaient perdu leur dernier match à domicile, pour le compte de la mise à jour du championnat, face au CSC souhaiterait éviter une autre

contre-performance qui compliquerait davantage sa situation. Les gars du Djurdjura feront donc tout leur possible pour revenir avec le meilleur résultat possible. Les poulains de Dumas savent ce qui les attend lors de cette empoignade, sachant que le CA Bordj Bou Arréridj tient à l'emporter pour sortir de la crise dans laquelle il se trouve. Les «Criquets» sont dans une situation telle qu'ils ne peuvent se permettre un autre faux pas, surtout à domicile. L'USM Bel Abbès reçoit le CR Belouizdad dans une rencontre entre mal-classés et qui reste très importante pour les deux formations. Les gars de la Mekerra qui avaient battu le MCA chez lui, espèrent continuer sur cette même lancée et ajouter trois autres points à leur escarcelle qui leur permettront de sortir de la zone de turbulence.

Les gars de Belouizdad, eux, savent qu'il leur faut un succès lors de ce match pour amorcer leur sauvetage puisque le che-

min sera encore long. Le MO Béjaïa reçoit à domicile l'Entente de Sétif dans une rencontre très disputée entre deux équipes plongées dans la crise. Les Bougiotes savent ce qui les attend et sont dans l'obligation de l'emporter s'ils souhaitent mettre fin à cette situation très pénible. Cependant, leur mission sera délicate face à la bande à Taouessi qui a perdu son dernier match à domicile face au NAHD et qui cherche aussi à l'emporter pour s'en sortir. Enfin, le DRB Tadjenant donnera la réplique, chez lui, au Paradou, pour tenter de se reprendre, mais ce ne sera pas facile devant une équipe qui marche fort ces derniers temps et souhaite rester imbattable.

M. M.

Le programme :

Jeudi 22 novembre:

USMBA-CRB (16h)

MOB-ESS (18h)

DRBT-PAC (18h)

Vendredi 23 novembre:

CABBA-JSK (16h)

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Nuit du Mouloud

La baisse «drastique» de l'utilisation des pétards a fait baisser la pollution

LA BAISSÉ «drastique» de l'utilisation des produits pyrotechniques par rapport aux années précédentes a fait sensiblement baisser la pollution de l'air la nuit du Mawlid Ennabawi, célébrée lundi dernier, a indiqué le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) dans un communiqué. Les niveaux de pollution atmosphérique par les particules fines et les gaz toxiques, suivis et calculés régulièrement par la Station d'observation atmosphérique (NESMA) du CDER ont été mesurés la nuit de lundi 19 novembre en cours en vue d'évaluer l'impact des produits pyrotechniques utilisés durant cette fête religieuse. Ce suivi a permis de constater une «baisse sensible» de la pollution de l'air par rapport aux années précédentes, selon la station qui fait état d'une baisse drastique de l'utilisation des pyrotechniques cette année. «Contrairement aux années précédentes, les niveaux de la pollution atmosphérique mesurés au niveau de la station atmosphérique durant la nuit de célébration du Mawlid Ennabawi ont sensiblement diminué grâce à la baisse drastique de l'utilisation des produits pyrotechniques

cette année par rapport aux années précédentes», souligne la même source. A cela s'ajoutent les conditions météorologiques (fortes pluies) qui ont permis l'élimination des particules de l'atmosphère à travers le phénomène de lessivage, poursuit le communiqué. La station du CDER précise que la moyenne journalière des particules de diamètre inférieure à 1 micromètre, appelées communément particules inhalables, qui englobent plusieurs polluants en plus du carbone suie enregistrée la nuit du 19 novembre a été de 3,14 microgrammes par mètre cube ($\mu\text{g}/\text{m}^3$) ce qui est inférieur à la moyenne du carbone suie seul enregistrée l'année passée durant la même fête (3,84 $\mu\text{g}/\text{m}^3$) et avec les mêmes conditions météorologiques. Cela représente une diminution de 18,22%, selon la même source. A noter que la Station d'observation atmosphérique, installée au sein de l'hôpital Mustapha-Pacha (Alger Centre), mesure en continu les particules de carbone suie, les particules fines, l'ozone, les oxydes d'azote, le méthane, les hydrocarbures totaux, en plus des paramètres météorologiques. **Siham N.**

Top 100 des joueurs africains de l'histoire

Mustapha Dahleb classé à la 39^e place

LE LÉGENDAIRE international algérien Mustapha Dahleb a été classé à la 39^e place dans le Top 100 des joueurs africains de l'histoire, selon le site d'Orange consacré au football. Dans ce classement publié hier, Orange Football Club se propose de faire redécouvrir les 100 valeureux chevaliers du ballon rond qui ont fait la gloire et la fierté du football africain au cours des dernières décennies. Dans son invité du jour, il rend hommage au «légendaire maître à jouer» algérien du Paris Saint-Germain (PSG), Mustapha Dahleb, classé cinquième meilleur buteur de l'histoire du club parisien en Ligue 1 française avec 98 buts entre 1974 et 1984. Mustapha Dahleb, qui avait fait le bonheur du Chabab Riadhi de Belcourt (CRB) au temps des Lalmas, Achour, Selmi et Kalem, est considéré comme étant l'un des meilleurs joueurs de sa génération et l'un des plus talentueux footballeurs à avoir évolué dans le championnat de France. «Elu "Fennec du Siècle" (meilleur joueur algérien du siècle), Dahleb alias "Moumou", c'était les dribbles chaloupés, l'élégance omniprésente et la classe incarnée», a écrit Orange Football Club, rappelant que cet international algérien fut désigné

meilleur joueur étranger du championnat de France lors de la saison 1976-1977 par France Football. «Le fantasque gaucher a disputé 310 rencontres sous le maillot parisien, remportant notamment la Coupe de France à deux reprises en 1982 et en 1983». Les Algériens ont gardé de lui de beaux souvenirs sous le maillot de la sélection nationale, notamment durant l'épopée algérienne lors de la Coupe du monde 1982 en Espagne qui s'est notamment soldée par le succès retentissant de l'Algérie face à l'Allemagne (2-1).

Libye
Des dizaines de migrants forcés de débarquer d'un cargo
DES DIZAINES de migrants qui refusaient depuis le 10 novembre de quitter un cargo les ayant secourus au large des côtes libyennes ont été forcés mardi de débarquer dans le port de Misrata (ouest). Dans un communiqué, la coordinatrice humanitaire de l'ONU pour la Libye, Maria Ribeiro, a regretté «la tournure des événements à Misrata, où 79 réfugiés et migrants restés à bord d'un cargo ont été forcés de débarquer». Certains migrants «auraient été blessés lors du débarquement forcé et transférés vers un hôpital public», a-t-elle ajouté. Les autres ont été conduits à un centre de rétention de la ville, d'après une source de sécurité locale. «Il est regrettable que les efforts

La Marche des libertés réprimée à Bejaia



Loumis

Djalou@hotmail.com

Aéroport d'Alger

Une tentative de transfert illicite de plus de 60 000 dollars déjouée

La police aux frontières et les Douanes algériennes au niveau de l'aéroport d'Alger ont mené une opération conjointe, ayant permis l'arrestation d'un individu qui était sur le point de transférer illégalement une somme d'argent en devise s'élevant à 60 468 dollars.

Par Slim O.

Les éléments de la police de l'aéroport d'Alger Houari-Boumediène ont déjoué une tentative de transfert illicite de 60 468 dollars, tout en arrêtant un individu qui s'appropriait à se rendre en Turquie, a indiqué

un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale. Les éléments de la police aux frontières et des Douanes algériennes au niveau de l'aéroport d'Alger ont mené une opération conjointe, ayant permis l'arrestation d'un individu qui était sur le point de transférer illégalement

une somme d'argent en devise s'élevant à 60 468 dollars, a précisé la même source. Selon le communiqué, la personne qui s'appropriait à se rendre en Turquie a été arrêtée et transférée aux autorités compétentes.

S. O./APS

Accord entre le CRASC et l'association ALT

But : étudier la problématique de la toxicomanie chez les femmes

L'ASSOCIATION de lutte contre la toxicomanie «ALT», implantée à Oran, a conclu un accord avec le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) pour étudier le phénomène de la toxicomanie chez les femmes, a-t-on appris hier de sa présidente. «Nous avons pensé à cette étude après avoir constaté que le

nombre de femmes qui se présentent aux centres de désintoxication et qui suivent les programmes d'accompagnement est minime par rapport à celui enregistré chez la gent masculine», a souligné à l'APS D' Hassana Dahane, ajoutant que «ceci ne veut pas dire qu'il n'y a pas de femmes toxicomanes». «Beaucoup de femmes se présentent une ou deux fois

puis disparaissent et ne donnent plus signe de vie, ce qui intrigue les professionnels actifs dans ce cercle», s'inquiète la même spécialiste. Le but de l'étude est de comprendre pourquoi les hommes sont plus aptes à suivre les traitements et les programmes d'insertion plus que les femmes, a fait savoir D' Dahane, signalant que l'équipe de recherche dispose déjà d'un élément de réponse, à savoir le regard de la société beaucoup plus pesant sur les femmes toxicomanes que sur les hommes. «Il s'agit également de se questionner sur les moyens de casser le tabou et de pousser les femmes qui souffrent d'addictions aux drogues, à assumer leur mal et à aller se soigner», a-t-elle déclaré. L'étude devra réunir des chercheurs du CRASC ainsi que des psychologues et des médecins issus d'établissements versés dans l'accompagnement médical et psychologique et autres spécialisés et des représentants du mouvement associatif. **Kamel L.**